


 Tribune de Genève SA  
 1211 Genève 11  
 022/ 322 40 00  
 www.tdg.ch

 Medienart: Print  
 Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
 Auflage: 45'871  
 Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

 Themen-Nr.: 375.16  
 Abo-Nr.: 1034417  
 Seite: 11  
 Fläche: 11'660 mm<sup>2</sup>

## Une PME sur quatre propose des postes partagés

**En Suisse, 27% des employeurs, en particulier dans le secteur public et les services, donnent cette possibilité aux salariés**

Quelque 27% des employeurs en Suisse proposent des postes partagés, dont un quart dans des positions de cadres, révèle une enquête de la Haute Ecole spécialisée du Nord-Ouest de la Suisse (FHNW). Ce modèle permet davantage d'équité et de flexibilité sur le marché du travail, selon l'association Part Time Optimisation (PTO), à l'origine de l'étude.

La répartition de ces postes est similaire dans les trois régions linguistiques et augmente légère-

ment selon la taille de l'établissement, constate l'étude de la FHNW, publiée hier. Le partage de postes est le plus pratiqué dans les administrations publiques (55%) et dans le secteur des services financiers et des assurances (50%). L'association PTO souligne que ce modèle de travail est présent globalement dans un quart du secteur privé. Ce résultat démontre une progression notable depuis cinq ans, durée moyenne de l'introduction du partage de postes dans les entreprises sondées. Le temps partiel est présent dans 97% des établissements participants et le télétravail y est pratiqué à 46%, révèle encore l'étude de la FHNW. Sur l'ensemble des

duos en partage de postes, la grande majorité est composée de deux femmes (90%), puis d'un homme et d'une femme (8%) et de deux hommes (2%). Le travail à temps partiel a parfois des effets négatifs, confinant notamment des personnes hautement qualifiées dans des postes peu valorisants et sans perspectives. Etant donné le pourcentage élevé de temps partiel féminin, de nouvelles discriminations peuvent aussi apparaître entre hommes et femmes. Cette enquête a été réalisée entre novembre et décembre 2013. Quelque 384 établissements représentant 180 000 personnes actives y ont participé. **ATS**